

INTERVIEW

SEXUALITÉ ET HANDICAP

« Le capitalisme financier doit quitter la scène »

Interview: Christiane Walerich

« La sexualité des handicapés », c'est le titre du dernier livre du philosophe et enseignant Norbert Campagna. Le woxx l'a interrogé au sujet de ses thèses.

Woxx : « Faut-il seulement tolérer la sexualité des handicapés ou aussi l'encourager ? » Quelle est votre réponse à cette question, qui est aussi le sous-titre de votre livre ?

Norbert Campagna : Il faut déjà commencer par reconnaître son existence, c'est-à-dire admettre que les personnes handicapées ne sont pas des êtres asexuels. Par le passé, les personnes handicapées ont soit été considérées comme des êtres sexuellement innocents ou alors comme des êtres sexuellement pervers. On leur a refusé ce que j'appellerais la normalité sexuelle. Je suis d'avis qu'il faut encourager les personnes handicapées à accepter la dimension sexuelle de leur être comme une dimension normale et importante, et la société doit encourager et promouvoir cette acceptation. Et il faut aussi encourager les personnes valides à accepter la sexualité des personnes handicapées, à la voir comme un aspect normal de « l'être-au-monde » de ces dernières. Des films comme « The sessions », qui vient de sortir sur les écrans, peuvent avoir une valeur pédagogique dans ce contexte.

Comment est-ce que vous jugez la situation au Luxembourg ? La sexualité des handicapés, est-ce un tabou et pourquoi ?

Je sais que la Commission consultative des droits de l'Homme se penche actuellement sur la question de la sexualité des personnes âgées vivant en institution. Il serait logique de pro-

longer cette réflexion en incluant aussi les personnes handicapées vivant en institution et aussi les personnes incarcérées. Il faut que nous cessions de faire comme si seules les personnes jeunes, valides et qui ne sont pas obligées de vivre dans des institutions plus ou moins fermées auraient des besoins et des désirs sexuels. Je serais heureux si l'on pouvait avoir un débat sur la question au Luxembourg. Mais je suis pessimiste. J'ai fait parvenir un exemplaire de mon livre à plusieurs médias et instances officielles, dont le ministère en charge des personnes handicapées, et seul le woxx a daigné réagir. Je précise : au Luxembourg. En France, RTL-Paris a voulu briser le tabou et m'a invité en octobre, et j'ai une seconde invitation pour fin avril. L'émission d'octobre a suscité de nombreux témoignages de personnes handicapées sur leur situation. Si l'on veut faire changer les mentalités, et elles doivent changer, les médias nationaux constituent un instrument pédagogique sans pareil.

La stérilisation est un chapitre très noir. Aujourd'hui encore, la prévention de grossesse avec la pilule contraceptive se pratique parfois sans le consentement des personnes concernées.

La stérilisation des personnes handicapées ne doit en aucun cas devenir une pratique commune et normale. Je tiens à rappeler qu'aux États-Unis, en Suède ou en Suisse, la stérilisation se faisait déjà avant qu'Hitler ne lance sa politique eugéniste. La stérilisation ne saurait être justifiée que comme exception et elle doit être avant tout dans l'intérêt de la personne handicapée elle-même. Il n'est pas dans l'intérêt d'une personne gravement handicapée mentalement d'avoir des enfants dont elle ne réussit pas à s'occuper, même avec de l'aide et du soutien. Mais les travaux de nombreux sexopédagogues ont montré qu'avec du soutien, de très nombreuses personnes mentalement handicapées étaient en mesure de s'occuper d'en-

fants. Par ailleurs, on pourra recourir à des méthodes contraceptives pour ces personnes, en préconisant le choix de méthodes à la fois sûres et peu invasives au niveau de la vie intime. Dans la mesure du possible, il faudra obtenir leur consentement, ce qui implique qu'il faudra trouver un langage adapté à leur niveau de compréhension. Et finalement, il serait temps que nous admettions qu'il existe bien d'autres expressions sexuelles que le seul « acte sexuel » au sens classique du terme. Nous sommes encore prisonniers d'un paradigme sexuel qui a ses racines dans l'Ancien Testament, que les théologiens médiévaux ont repris avec leur idée de « crimes contre la chair » et dont Freud également n'a pas réussi à se débarrasser. Reconnaissons enfin que toutes les expressions de notre être sexuel se valent et que le seul critère devrait être le respect de la dignité de soi et de l'autre, comme je l'ai montré dans mon livre « L'éthique de la sexualité ». La science a réussi à séparer sexualité et procréation, séparons maintenant aussi - mais pas nécessairement de manière radicale - sexualité et pénétration génitale.

Au premier chapitre de votre livre, vous parlez de la démocratie et des inégalités. Dans un système capitaliste, les investissements ont pour objectif la rentabilité. Dans ces conditions, comment faire valoir les droits humains, ainsi que la liberté de l'individu ?

Si le capitalisme fonctionnait selon les idéaux de ses « inventeurs », on soutiendrait les entreprises et les secteurs qui produisent la plus grande richesse sociale, et celle-ci devrait alors pouvoir profiter à tous, et notamment à ceux qui, en raison de leur handi-

Norbert Campagna est détenteur d'un doctorat en philosophie et d'une habilitation à diriger des recherches. Il est professeur-associé à l'Université du Luxembourg et professeur au Lycée de garçons d'Esch. En 2012, il s'est vu décerner, à Paris, un Trophée de l'éthique pour ses recherches sur l'éthique de la sexualité. Il a publié 23 livres. Courant 2013 paraîtront ses deux prochains ouvrages : « Staatsverständnisse im spanischen Siglo de Oro » et « Torture et droits » (en collaboration avec Luigi Delia et Benoît Garnot). Dans les années 1980, il a été membre de la rédaction de la *Perspektiv*.



cap, ne sont pas en mesure de « gagner leur vie ». Si le capitalisme n'est pas en mesure de tenir les promesses qui l'accompagnaient à sa naissance, et il l'est de moins en moins, surtout depuis que le capitalisme financier a remplacé le capitalisme industriel, il doit quitter la scène et faire place à un système économique qui crée plus de richesse sociale et qui permet une distribution équitable de cette richesse : « Der Moor hat seine Pflicht getan, der Moor kann gehen », comme l'avait écrit, si je me rappelle bien, Karl Marx. Comment parvenir à un autre système ? Je n'ai malheureusement pas de solution miracle. Mais je dirais : si les individus veulent profiter de leurs droits, ils doivent assumer le devoir de les protéger et d'élire des femmes et hommes politiques dont ils ont la garantie qu'ils les protégeront, et qui protégeront surtout et avant tout les plus faibles. Le pouvoir politique est le pouvoir qui doit s'opposer à tous les autres pouvoirs afin de leur imposer le respect de la personne humaine. Je noterai aussi que la démocratie n'implique pas seulement le droit de voter, mais aussi le devoir de voter de manière réfléchie et consciencieuse. Les meilleures institutions ne remplaceront jamais la volonté politique et la vertu civique des individus. Sur ce point comme sur beaucoup d'autres, Alexis de Tocqueville avait raison.

Assistant(e) sexuel(le) : est-ce un service qui pourrait voir le jour au Luxembourg ?

Il est toujours permis d'espérer, même si je suis plutôt pessimiste, tant la question des services sexuels tarifés donne lieu à des débats qui partent toujours du même présupposé : toute personne qui offre de

tels services est nécessairement forcée de le faire. Or un simple regard vers la Suisse ou les Pays-Bas montre que les assistant(e)s sexuel(le)s sont tout sauf des femmes et des hommes exploités par je ne sais quelle organisation criminelle ou qui n'ont rien trouvé d'autre à faire. Admettons une fois pour toutes l'idée que certaines personnes peuvent choisir librement d'offrir des services sexuels contre rémunération, en garantissant à ces personnes des conditions de travail appropriées. « Cela entraînera la reconnaissance de la prostitution », affirme la Commission des lois de l'Assemblée nationale dans son rapport sur la prostitution - j'avais d'ailleurs été auditionné dans ce contexte. Je suis d'accord et j'accepte la conséquence, tout en ajoutant que cette reconnaissance devra aboutir à un système dans lequel l'autorisation de se prostituer ne sera délivrée qu'à des personnes ayant assisté à une formation, dont un élément central sera une réflexion approfondie sur leur propre sexualité. Quid des personnes qui se prostituent en n'ayant pas l'autorisation de le faire ? Leurs clients devront être pénalisés et elles-mêmes ne devront encourir aucune sanction. C'est là une position intermédiaire entre l'approche que je crois être celle du Conseil national des femmes et une approche entièrement libérale, comme la défendent certains, mais qui me paraît erronée dans la mesure où elle ne s'intéresse pas aux contraintes et à l'ignorance souvent liées à des « choix ».

Dans les conclusions de votre livre, vous évoquez le rôle régulateur de l'Etat en ces termes : « L'Etat étant l'institution suprême d'une société, il lui incombe de fixer le cadre normatif pour le fonctionnement de toutes

les autres institutions. » Mais l'Etat tout seul est-il capable d'y veiller et dans quelle mesure ? Le nazisme n'a-t-il pas démontré le contraire ?

Je suis de ceux qui croient encore en la politique et qui estiment aussi que l'Etat a son rôle à jouer. Bien sûr, cet Etat devra être sous le contrôle de ses citoyens, et ceux-ci devront aussi être prêts à assumer ce rôle de contrôleurs du pouvoir. Et lorsque je dis que l'Etat doit « fixer le cadre normatif pour le fonctionnement de toutes les autres institutions », je veux bien sûr dire « pour le fonctionnement démocratique de toutes les autres institutions ». L'Etat doit faire des lois qui obligent les organisations et les institutions à créer des espaces où peuvent avoir lieu un vrai débat démocratique et des prises de décision collectives. L'Etat peut aussi jouer un rôle au niveau de l'éducation. Dans ce contexte, il faudra revoir de fond en comble l'éducation sexuelle actuellement dispensée dans nos écoles. Dans une culture qui a fait de la sexualité un élément constitutif du bonheur, mais qui en fait aussi un puissant instrument de manipulation des esprits, ou plutôt qui a universalisé cet usage manipulateur, il est important que les jeunes générations apprennent à développer une approche critique et réflexive concernant la sexualité en général et leur propre sexualité en particulier.

Donc, faut-il des lois donnant plus de droits aux personnes handicapées concernant leur sexualité ?

Les lois ne seront toujours qu'un élément dans un dispositif plus général. Elles ne sont certes pas suffisantes, mais elles sont nécessaires. Tant que les mentalités n'auront pas changé, tant qu'on préférera stériliser les personnes handicapées plutôt que de se donner les moyens de les éduquer de manière appropriée au sujet de leur sexualité, il faudra des lois pour protéger les personnes handicapées. En ce qui concerne ces dernières, il faudra surtout faire des lois leur donnant la possibilité d'exercer leur droit à vivre une vie sexuelle. C'est là une idée que je puise dans l'approche de Martha Nussbaum. Selon Nussbaum, il ne suffit pas en effet d'avoir un droit, mais on doit aussi avoir la possibilité de l'exercer ou d'en profiter. Ainsi, il ne suffit pas de dire à une personne qui n'a plus de bras qu'elle a parfaitement le droit de se masturber si elle en a envie. Entendons-nous bien : il ne s'agit pas d'obliger qui que ce soit à masturber cette personne. Mais il faut au moins créer un cadre qui incitera certaines personnes à offrir un service de nature sexuelle à des personnes qui en ont besoin. Entre les « droits-libertés » classiques et les « droits-créances » au sens fort du terme, il y a encore de la place pour des « droits-créances » faibles.

